

**Fiche d'identification de projet relatif au Lot 1
Le Plan d'Investissement du FBBC**

*Etude de Préfiguration du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo
Appel d'Offre: GP600656*



I. Introduction de la Fiche d'Identification Projet

Objectif de la Fiche d'Identification Projet

- Dans le cadre de l'étude de préfiguration du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo, cette Fiche d'Identification Projet (FIP) se présente comme le document que tout Porteur de Projet (PP) - désireux de demander un financement auprès du Fonds Bleu - se doit de remplir.

- Le Consortium EY évaluera la maturité de chaque projet par le biais de l'examen de la présente fiche (c.-à-d. la FIP). Ainsi, l'exhaustivité et la clarté de la Fiche d'Identification Projet sont essentielles à la bonne analyse du Consortium EY.
- Cette FIP vise à collecter les principales informations relatives au projet qui permettront au Consortium EY de structurer et de promouvoir un pipeline de projets qui sous-tendra le futur Fonds Bleu.

II. Informations Générales
Identification du projet (1/2)

Identification du projet	
Nom du projet	<p>Nom du projet : PROJET D'APPUI A " LA MISE EN VALEUR DURABLE DES SAVANES ET FORETS DEGRADEES" AVEC IMPLICATION DES POPULATIONS AUTOCHTONES</p> <p>Portée géographique du projet: <input checked="" type="checkbox"/> National <input type="checkbox"/> Multi pays</p> <p>Dans le cas d'un projet multi-pays, indiquer le nom des pays participant au projet:</p>
Typologie de projet	<p><input checked="" type="checkbox"/> Adaptation <input checked="" type="checkbox"/> Atténuation <input type="checkbox"/> Compensation carbone</p>
Programme sectoriel dans lequel s'inscrit le projet (1/2)	<p>Parmi les 24 programmes de l'économie bleue, sélectionnés par les Ministres de l'environnement de la CCBC dans quel programme s'inscrit votre projet ?</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. Programme de lutte contre les érosions..... 13. 14.

	<p>15.</p> <p>16.</p> <p>17.</p>
<p>Localisation du projet</p>	<p>Province du KWILU en République Démocratique du Congo.</p>
<p>Durée du projet</p>	<p style="text-align: center;">Date de début du projet : 2020 Date de fin du projet : 2025</p> <p style="text-align: center;">Si le projet est subdivisé en plusieurs phases, prière de fournir pour chacune d'elles les dates de début et de fin :</p> <p>Phase 1 : Démarrage (Mars 2020)</p> <p>Recrutement du personnel scientifique et de pointe ; Rédaction et signature des contrats ; Finalisation des outils de suivi du projet ; Etablissement des comités de gouvernance ; Obtention des autorisations dans les pays ; Achat des équipements nécessaires.</p> <p>Phase 2 : Mise en œuvre (Juillet 2021 - Août 2024)</p> <p>Identification des espèces répondant aux critères de reboisement ; Récolte de semences des espèces choisies des campagnes de collectes et de recherche d'information seront organisées. Préparation des pépinières et semis dans des sachets en plastique noir Entretien et suivi phénologique Essais de repiquage sur des parcelles expérimentales et suivi phénologique : mesures de croissance périodiques, état de santé, diamètre de production Pratique scientifique rigoureuse de foresterie combinant des espèces arborées, des cultures pérennes et les cultures annuelles : - Sensibiliser à la création en zone de savane la strate arborée à côté de la strate herbacée ;</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser de façon participative et à grande échelle l'adoption des pépinières qui serviront à l'installation des forêts communautaires par le reboisement dans les villages pour reconstituer le patrimoine forêt qui a disparu <p>Mise en œuvre des opérations de terrain ; Création d'une base de données ; Établissement des protocoles de risques et de surveillance.</p> <p>Phase 3 : Clôture (Mars 2025)</p> <p>Partage et présentation des résultats ; Diffusion des résultats ; Publication des guides de surveillance de sites reboisés et de terres dégradées en pleine restauration du Kwilu ; Clôture contractuelle du projet.</p>
--	---

II. Informations Générales

Identification du porteur de projet

Porteur de projet			
Nom et nature du porteur de projet (Entité Juridique)	<p>1. Entité(s) légale(s) portant le projet ? INSTITUT SUPERIEUR DE DEVELOPPEMENT RURAL DE MBEO « ISDR-MBEO »</p> <p>2. Dans l'hypothèse d'un projet multi-pays, quels sont les entités légales impliquées ?</p> <p>Quelle (e) est (sont) la nature du (des) porteur(s) de projet ?</p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> Public <input type="checkbox"/> Privé <input type="checkbox"/> ONG </p>		
Point de contact du projet	<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%;"> Nom (Mr/Ms) : PROF. Abbé NOMANYATH Prénom : David Responsabilité : Directeur Général </td> <td style="width: 40%;"> E-mail : davidnomanyath@gmail.com Mobile : +243 821 251 067 </td> </tr> </table>	Nom (Mr/Ms) : PROF. Abbé NOMANYATH Prénom : David Responsabilité : Directeur Général	E-mail : davidnomanyath@gmail.com Mobile : +243 821 251 067
Nom (Mr/Ms) : PROF. Abbé NOMANYATH Prénom : David Responsabilité : Directeur Général	E-mail : davidnomanyath@gmail.com Mobile : +243 821 251 067		

Partenaire 1 du projet (si applicable)	Nom du partenaire : Ministère de l'environnement Adresse du partenaire : Kinshasa/Gombe Nom & Prénom du point de contact (Mr/Ms) : Arsène BYAENE	Position du point de contact : Point Focal E-mail du point de contact : @gmail.com Mobile du point de contact : +243 812 981 459
Partenaire 2 du projet (si applicable)	Nom du partenaire : Ministère de l'Enseignement Supérieur Adresse du partenaire : Kinshasa/Gombe Nom & Prénom du point de contact (Mr/Ms) : Prof. MPEY NYANGO	Position du point de contact : Président du Conseil d'Administration E-mail du point de contact : cdcaist@gmail.com Mobile du point de contact : +243 998718723
Partenaire 3 du projet (si applicable)	Nom du partenaire : Ministère de la Recherche Scientifique Adresse du partenaire : Kinshasa/Gombe Nom & Prénom du point de contact (Mr/Ms) : NDAMBU WOLANG ODON	Position du point de contact : Secrétaire Général E-mail du point de contact : odonndambu64@yahoo.fr Mobile du point de contact : +243 812 310 469

II. Informations Générales

Contenu du projet (1/3)

Contenu du projet

A) Description du projet ?

En quoi consiste le projet proposé ? Le Porteur de Projet doit fournir une description claire et précise du projet (900 caractères – avec espace – maximum).

En son article 12, le Protocole de Kyoto prévoit un mécanisme visant un développement durable, dénommé « mécanisme pour un développement propre (MDP). L'une des actions à entreprendre pour éviter la déforestation et la dégradation est le boisement et le reboisement des terres dégradées. Le projet présenté ici est une contribution répondant aux préoccupations du MDP, REDD et des OMD dans les conditions écologiques de MBEO et ses environs.

B) Enjeux du projet ?

En quoi le projet servira-t-il à l'un ou plusieurs des quatre enjeux du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo (900 caractères – avec espace – maximum).:

- Enjeux 1 : Développer une activité économique durable supportant la transition économique du Bassin du Congo
- Enjeux 2 : Contribuer à la mise en œuvre des engagements du Bassin du Congo dans le cadre de l'Accord de Paris (Mise en œuvre des CDN)
- Enjeux 3 : Structurer la transition climatique du Bassin du Congo autour des 24 programmes sectoriels
- Enjeux 4 : Contribuer à l'intégration de la sous-région

Il nous faut Rendre l'humanité moins vulnérable en aidant les populations à s'aider elles-mêmes. La biodiversité et les services des écosystèmes face au changement climatique, Gérer les terres et l'eau afin de nourrir neuf milliards d'êtres humains et protéger les systèmes naturels ,Mettre l'énergie au service du développement sans compromettre le climat ,Intégrer le développement dans un régime climatique mondial, Nous devons, pour cela, formuler les mesures d'adaptation sur la base des nouvelles informations disponibles sur l'évolution du profil des températures, des régimes de précipitations et des déplacements des espèces. Face à l'ampleur des changements, il faudra lever d'importants financements supplémentaires à des fins d'adaptation et d'atténuation.

II. Informations Générales

Contenu du projet (2/3)

C) Objectifs du projet ?

Quels sont les objectifs stratégiques du projet ?

Quels sont les objectifs opérationnels du projet ?

- Merci de bien vouloir déterminer d'un point de vue qualitatif et quantitatif, les objectifs attendus

(900 caractères – avec espace – maximum).

OBJECTIF STRATEGIQUE

- Produire les semences et plantules de certaines espèces ligneuses choisies dans la flore locale, à croissance rapide, rustique, convenant au reboisement ou boisement des espaces dégradés ou perturbé, périurbains ou ruraux, forestiers ou cultureaux.

OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Endiguer la dégradation continue des terres dégradées, souci permanent des agriculteurs, des éleveurs, des techniciens, des collectivités, des chercheurs, par ce projet d'agroforesterie et de reboisement;

- Répondre aux questions agronomiques, environnementales, sociales et économiques d'aujourd'hui en zones savanicoles dégradées du Kwilu;
- Contribuer à l'amélioration des sols, l'amélioration de la fertilité, la protection des nappes, l'amélioration de la biodiversité, la valorisation paysagère, le bien-être animal, la valorisation cynégétique, la production mellifère, la production de plantes médicinales, la production de bois d'œuvre, la production de biomasse énergie ou BRF, ...
- Mener des essais aux champs agroforestiers et le reboisement à grande échelle sur les sites dégradés du Kwilu

II. Informations Générales

Contenu du projet (3/3)

E) Impacts du projet?

Quels sont les impacts attendus (quantitatifs et qualitatifs) du projet sur les principaux objectifs de la CCBC et du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo?

1) Impacts généraux

- Impact sur la CDN
- Impact sur les ODD
- Impact sur l'intégration de la sous-région

2) Impacts spécifiques

- Impact Environnemental notamment en matière d'Adaptation
- Impact social (inclusion, genre, renforcement de capacités...)
- Impact économique (emploi, croissance, leadership industriel africain...) et cohérence avec les stratégies macro-micro économiques nationale

(1700 caractères – avec espace – maximum).

1) Impacts généraux

- **Impact sur la CDN:** Ce projet va accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre des plans de contingences, des programmes et autres projets y afférents aux objectifs visés à ce que la RDC adapte dans le cadre du programme d'Action National d'adaptation aux changements climatiques.
- **Impact sur les ODD:** Ce projet va répondre pratiquement aux 17 objectifs du développement durable dans le but de réduire la vulnérabilité du système naturel et humain pouvant lutter contre les effets de changement climatique.
- **Impact sur l'intégration de la sous-région :** Il est utile d'épingler les éléments ci-dessous : la prise en compte des notions du bien publique, de l'action collective, de la collaboration transfrontalière, la standardisation des efforts par le biais des fonds de contrepartie d'intégration régionale, et des relations inter sous régionales et développement grâce aux résultats de l'exercice de simulation du processus d'intégration sous régionale en Afrique Centrale.

2) Impacts spécifiques

- **Impact Environnemental notamment en matière d'Adaptation :** Ce projet impactera sur l'utilisation judicieuse de terres par l'homme en évitant la modification de la composition de l'atmosphère, la diminution des ressources en eau, la perturbation du cycle de l'azote, la perte de biodiversité et l'épuisement de sols.

- **Impact social (inclusion, genre, renforcement de capacités...)** : Ce projet va s'articuler sur l'inclusion, le genre et le renforcement de capacités afin de prendre en compte le renforcement des capacités institutionnelles et l'autonomisation des populations rurales.
- **Impact économique (emploi, croissance, leadership industriel africain...) et cohérence avec les stratégies macro-micro économiques nationale** : L'emploi, la croissance, le leadership industriel africain et la cohérence avec les stratégies macro-micro économique nationale intéresse ce projet. La croissance du produit intérieur brut, la consommation des normes environnementales et sociales, sur la production et la consommation des énergies renouvelables, la mise en place de l'agriculture biologique et le remplacement de la jachère c'est-à-dire de la culture itinérante par la culture sédentaire.

ANALYSE DU PROJET

1. Aspect Economique

Aspect économique	
Budget du projet	(en USD) : 14 879 767
Génération de revenus	<p>Est-ce que le projet génère des revenus ? Non, pour une unité de développement rural intégré. Car, le porteur du projet est Directeur Général de l'Institut Supérieur de Développement Rural de Mbeo et à la fois Coordonnateur du réseau thématique des Instituts Supérieurs de Développement Pool/Ouest que lui représente.</p> <p>De ce fait, ce(s) dernier(s) accompagne(nt) les populations rurales dans leur autonomisation grâce aux activités des Centres de Recherche et de Vulgarisation en Milieu Paysan.</p> <p>Aussi, grâce à la professionnalisation des étudiants en milieux ruraux dans des antennes de développement, placées dans un rayon de 50 à 100 km pour chaque Institut Technique de Développement Rural.</p>
Estimation des revenus	<p>Sur combien d'années, avez-vous estimé les revenus ? : 5 ans</p> <p>Total des revenus sur cette période: _____ (en USD)</p>
Estimation des coûts fixes (achat de matériel, location, les salaires etc.)	<p>Coût Fixe (en USD)</p> <ul style="list-style-type: none"> Achat de matériel : 3 422 346 Recherches : 1 470 163 Location du terrain : 1 190 381 Salaires : 4.463.930 Honoraires de conseillers (avocat, expert-comptable, consultant...) : 743 988 Coûts d'amortissements : 1 487 977 Autres: 595 191

	Coût Variable (en USD)	Achat de matières premières (voire recherches) : Taxe : IPR 5% Salaire : 223 196 CNSS 5% Salaire : 223 196 Gaz, Essence, Eau : 59 399 Autres : 60.000
--	------------------------	--

2. Aspect juridique

Aspect juridique		
Porteur de projet	Conformité légale, fiscale et administrative du porteur de projet	Est-ce que le porteur de projet est conforme avec les aspects légaux, fiscaux et administratives? <input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non
	Contrats clients	Est-ce que le porteur de projet possède des contrats commerciaux liés à son projet ? <input type="checkbox"/> Oui* <input checked="" type="checkbox"/> Non Pour quel montant en USD ?
Projet	Autorisations et permis	Est-ce que le projet possède l'ensemble des autorisations et des permis (constructions, inscription auprès du greffe etc...) afin de commencer le projet ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non

	Autorisations environnementales	Est-ce que le projet possède les autorisations/certifications environnementales ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non
--	--	---

*Prière de fournir tous les justificatifs

3. Aspect opérationnel

Aspect opérationnel			
Plan d'actions	Capacité Techniques pour exécuter le projet : Est-ce qu'un organigramme détaillé a été établi avec les CVs appropriés ?		
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non		
	Est-ce que les études techniques préalables de faisabilité ont été réalisées ?		
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non		
Maturité de la chaîne de valeur	Est-ce qu'un planning d'exécution a été bien défini ?		
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non		
	Est-ce que le porteur de projet a défini de manière claire l'impact sociétal et environnemental du projet ?		
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non		
Maturité de la chaîne de valeur	Est-ce que le porteur de projet a défini de manière claire sa chaîne logistique ?	Est-ce que le porteur de projet a défini de manière claire sa chaîne de production ?	Est-ce que le porteur de projet a défini de manière claire son service client?
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui* <input type="checkbox"/> Non

4. Financement du Projet

Financement du projet									
Total investissement	En USD: 14 879 767								
Modèle de financement	<p>Quel est le montant apporté par le porteur de projet ? 1 636 774 (USD)</p> <p>Quelle est la source de l'apport personnel ? (Plusieurs choix possible)</p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> Fonds propres <input type="checkbox"/> Dette <input type="checkbox"/> Subvention Montant : Montant : Montant : </p>								
Mode d'intervention espérée du Fonds Bleu (besoin pour fiabiliser la faisabilité du projet)	<p>Quel est le mode d'intervention que le porteur de projet espère du Fonds Bleu ? (Plusieurs choix possible)</p> <table border="0"> <tr> <td style="text-align: center;"><u>Fonds propres</u></td> <td style="text-align: center;"><u>Dette</u></td> </tr> <tr> <td> <input type="checkbox"/> Prise de participation de l'entité du porteur de projet <input type="checkbox"/> Prise de participation au niveau des projets </td> <td> <input type="checkbox"/> Avances remboursables <input type="checkbox"/> Prêt <input type="checkbox"/> Garantie d'emprunt </td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;"><u>Subvention</u></td> </tr> <tr> <td colspan="2"> <input checked="" type="checkbox"/> Subvention </td> </tr> </table>	<u>Fonds propres</u>	<u>Dette</u>	<input type="checkbox"/> Prise de participation de l'entité du porteur de projet <input type="checkbox"/> Prise de participation au niveau des projets	<input type="checkbox"/> Avances remboursables <input type="checkbox"/> Prêt <input type="checkbox"/> Garantie d'emprunt	<u>Subvention</u>		<input checked="" type="checkbox"/> Subvention	
<u>Fonds propres</u>	<u>Dette</u>								
<input type="checkbox"/> Prise de participation de l'entité du porteur de projet <input type="checkbox"/> Prise de participation au niveau des projets	<input type="checkbox"/> Avances remboursables <input type="checkbox"/> Prêt <input type="checkbox"/> Garantie d'emprunt								
<u>Subvention</u>									
<input checked="" type="checkbox"/> Subvention									

1. Analyse des risques

Risques du projet		
Prière de décrire les risques des projets sur les aspects suivants		
Risques endogènes	Risque opérationnel	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation aux modèles d'investissement inclusifs par les alliances productives, des missions perlées d'appui court terme

		<p>seront menées par une structure spécialisée (ISDR) dans la promotion de l'entrepreneuriat;</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'organisation et la mise en place réussie des alliances productives (groupement d'exploitations et PME agricoles associées à d'autres acteurs de la chaîne de valeur); • Soutenir un dispositif de conseil agricole et environnemental technicoéconomique auprès des exploitations et PME agricoles et enfin contribuer aux coûts d'entrée des membres des alliances productives dans une démarche d'agro écologie et d'agroforesterie. • L'évaluation technique en terme de pertinence de la composition des alliances productives au niveau des territoires, et en terme de faisabilité environnementale, économique et financière au niveau provincial et national par un comité composé notamment des institutions partenaires; • Le plan de financement du projet partagé avec les alliances productives associera un dispositif de subvention directe adossée aux crédits en complément des apports des membres des Comité Locaux de Développement, des alliances productives; • Les interventions du programme notamment en termes d'appui conseil technico-économiques aux exploitations et PME agricoles, d'établissement, de référentiels technicoéconomique et de création de mini-observatoires des filières contribueront à aider les IMF à mieux appréhender les risques
	<p>Risque économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Province essentiellement agricole et la population est pauvre; • Manque des revenus; • Economie non diversifiée; • Multiplicité des taxes; • Instabilité monétaire; • Pas des banques économiques; • Source énergenitique quasi-inexistante; • Manque d'eau potable;

		<ul style="list-style-type: none"> • Le coût économique élevé
	Risque juridique	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance de la loi par la population; • absence ou trop-plein de règles applicables à une situation, une activité donnée; • méconnaissance ou difficulté liée à son interprétation
	Risque financier	<ul style="list-style-type: none"> • Contraintes financières: les bailleurs de fonds et les partenaires sont souvent réticents à l'idée de continuer leur appui en situation d'instabilité; • Absence des institutions bancaires et/ou de microfinances adaptées au secteur agricole; • Corruptions endémiques; • Fraudes fiscales.
Risques exogènes	Risque politique	<ul style="list-style-type: none"> • Instabilité des institutions politiques; • Absence de perception commune dans l'accompagnement durable de projet de développement.
	Risque naturel (incendie, inondation, glissement de terrain, érosion)	<ul style="list-style-type: none"> • Une approche méthodologie souvent non conciliante de faire appliquer la gestion responsable et participative des écosystèmes conforme à la politique de millénaire pour le développement durable des ressources naturelles. • Obligations des différentes structures impliquées dans les sites de travailler en synergie pour pérenniser les ressources naturelles. • Les recommandations pour une Stratégie locale de conservation s'appuieront alors sur des données concrètes, qui auront au préalable identifié les menaces tendant à modifier les conditions du milieu. • Malgré ses potentialités naturelles et humaines, le Kwilu demeure l'une des provinces les plus pauvres de la RDC, avec un PIB/habitant estimé à 5 us en 1998.

		<ul style="list-style-type: none"> • La province possède pourtant des atouts pour son décollage économique : un sol agricole moyennement riche, un potentiel hydroélectrique, un potentiel touristique exceptionnel de par-là variété et la richesse de ses écosystèmes naturels, mais qui demeure malheureusement sous exploité et donc sous – rentabilisé ;
	Autres	<ul style="list-style-type: none"> • Ce projet de cinq ans, d’une enveloppe globale de près de 15 millions de dollars permettra de tester les modalités de soutien au développement d’initiatives d’acteurs privés des filières. Il vise à « contribuer à l’amélioration de l’offre de service aux exploitations et PME agricoles pour permettre l’appropriation de pratiques durables de mise en valeur des terres de savanes et de forêts dégradées, consolider les économies locales, entretenir les paysages et atténuer la pression sur la ressource forestière ». • Le suivi et la capitalisation en continue de ses activités, résultats et enseignements complétés par des évaluations externes à mi-parcours et finale ainsi que par une étude sur la pérennisation des acquis des produits financiers et dispositifs d’accompagnement mis en place devront permettre l’extension des activités dans d’autres provinces du pays au terme de ce programme. • La stratégie d’intervention repose sur le développement d’une offre de service de conseil aux exploitations et PME agricoles et via un dispositif de subvention, renforcée techniquement pour cette activité • Le projet sera mis en œuvre par une équipe légère, et pour chaque site un Institut Supérieur de Développement rural de proximité sera désigné agence d’exécution locale (ALE).